

Face aux dernières violences, les cris d'alarme et les appels se multiplient

RFI, 07-11-2015 Burundi : multiples réactions face aux dernières violences Au Burundi, la dégradation de la situation dans le pays inquiète la communauté internationale. Les insurgés armés ont, jusqu'à ce samedi 7 novembre au soir, pour déposer les armes, lancé l'ultimatum lancé, en début de semaine, par le président Nkurunziza. Vendredi, plusieurs habitants de Bujumbura ont été tués dont le fils du candidat bre d'enseignant des droits de l'homme, Pierre Claver Mbonimba. Ces nouveaux assassinats ont provoqué une pluie de réactions. Paris, Washington, Bruxelles ou encore Londres ont fait part de leurs préoccupations.

Face aux dernières violences, les cris d'alarme et les appels se multiplient. « La violence actuelle et les tueries doivent cesser », réclame le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, dans un communiqué. Il déplore la découverte de corps de Burundais sans vie soit devenue « fréquente » dans la capitale. Ce samedi matin, l'organisation Human Rights Watch (HRW) a, pour sa part, dénoncé une situation de non-droit « effrayante » de laquelle certaines autorités « semblent profiter » pour justifier une répression brutale. HRW appelle le gouvernement burundais à empêcher le pays de sombrer « davantage » dans le chaos. Au-delà des derniers assassinats, c'est aussi l'ultimatum lancé, lundi, par le président Nkurunziza qui fait réagir la communauté internationale. Cet ultimatum et les propos tenus par d'autres officiels inquiètent le ministre belge des Affaires étrangères qui se souvient des heures les plus sombres de l'histoire du Burundi. Washington, de son côté, dénonce une « rhétorique » incendiaire. Paris, pour sa part, condamne des discours « de haine » inacceptables. Londres a également réagi. Le ministre britannique de l'Afrique, James Duddridge, a écrit une lettre ouverte au chef de la diplomatie burundaise, avec un message : le gouvernement du Burundi doit garantir la sécurité de sa population. Risque accru de violences La Cour pénale internationale (CPI) s'inquiète d'un risque accru de violences dans les prochains jours. Vendredi, la procureure la Cour avait mis en garde contre un risque de violences massives dans le pays, se disant prête à des poursuites. Joint par RFI, Emeric Rogier, analyste principal au bureau de la procureure de la CPI, se dit vivement inquiet. « Nous, notre préoccupation et notre mandat concernent la commission éventuelle de crimes, notamment de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, sur une grande échelle. Notre préoccupation provient du fait que la situation paraît passablement tendue et dangereuse et on s'inquiète de la perspective qu'elle dégage et donne lieu à la commission de crimes sur une grande échelle », a déclaré, à RFI, Emeric Rogier. « Nous sommes particulièrement attentifs depuis plusieurs mois déjà. Le procureur de la CPI avait déjà émis une déclaration au sujet de violences préélectorales à savoir en mai de cette année. Naturellement, les informations de ces derniers jours nous invitent à encore plus de vigilance et nous suivrons l'évolution de la situation au jour le jour, sinon heure par heure », a ajouté l'analyste principal au bureau de la procureur de la CPI, Emeric Rogier. Le gouvernement burundais se veut rassurant En réponse à ces appels au calme et aux cris d'alarme de la communauté internationale face à la dégradation du climat sécuritaire, la présidence burundaise tente de rassurer sur ses intentions. « Il n'y aura pas de guerre ni de génocide », assure le conseiller en communication du président Nkurunziza, Willy Nyamitwe. « A la communauté internationale, d'abord qu'elle comprenne que au lieu de commettre une erreur d'appréciation qu'elle regrettera plus tard, qu'elle fasse attention que nous avons nos propres réalités au Burundi. On nous a toujours promis une hcatombe, un calvaire. On disait "les Burundais ne sont pas prêts à aller aux élections" parce qu'il y aura des massacres à grande échelle ou un génocide, mais ça n'a jamais eu rien de tout cela. Maintenant, ceux qui sont en train de vendre ce génocide, qu'on chante ou qu'on appelle de tous vœux, et bien ceux-là seront encore une fois mis en échec parce que rien de tout cela ne se passera au Burundi », assure Willy Nyamitwe. Mais maintenant que l'ultimatum lancé par le président est terminé, que va-t-il se passer ? Le conseiller en communication du président Nkurunziza assure que la loi burundaise sera appliquée. « Ceux qui seront attrapés en détention illégale d'armes à feu seront référés à la justice. Ceux qui détournent des armes sont en train de tuer de paisibles citoyens et de lancer des grenades contre les forces de l'ordre sont des ennemis de la paix. Dans sa démarche, le président a donné cinq jours aux citoyens burundais pour qu'ils puissent revenir à la raison. Sinon, après ça, ceux qui seront attrapés, seront considérés comme étant des auteurs de troubles, des terroristes et ils seront jugés conformément à la loi burundaise. » A noter également, au Burundi, l'arrestation d'un journaliste de la radio Isanganiro. Blaise Céléstin Ndihekubwayo a été arrêté vendredi, selon le site internet de sa Radio. Il a été conduit au siège du Service National de Renseignement. C'est la deuxième fois, en une semaine, que ce journaliste est arrêté.